

# CRITICAL5

**Groupe Critical 5**



Rôle des infrastructures essentielles au  
chapitre de la prospérité nationale

Exposé commun

Octobre 2015

# Introduction

L'exposé qui suit représente le point de vue commun des cinq pays membres du Groupe Critical 5 (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis) et vise à présenter un aperçu stratégique du lien entre les infrastructures essentielles et la prospérité nationale. Afin de mieux comprendre ce lien, les membres du Groupe Critical 5 ont mené et analysé des recherches sur la corrélation entre l'investissement dans les infrastructures essentielles et les conséquences de cet investissement sur les économies nationales. Grâce aux recherches et aux analyses, l'exposé commun aidera à acquérir une meilleure compréhension de la façon dont nos cinq pays abordent ce lien. Cette compréhension améliorée nous permettra d'établir les similitudes entre les approches, les concepts et la mise en œuvre afin de mieux guider et promouvoir une recherche et un dialogue continus sur cet enjeu clé en ce qui concerne la sécurité et la résilience des infrastructures essentielles.

Ce projet fait fond sur l'exposé commun au sujet de « l'acquisition d'une conception commune des infrastructures essentielles ». Aux fins de cette enquête, chaque membre avait mis en place des cadres et des politiques qui contribuaient à la formulation claire et à la communication d'un message commun sur la valeur, la signification et l'importance des infrastructures essentielles. Aux fins du présent exposé commun, on a utilisé une approche à deux volets : on a commencé par mieux comprendre le lien entre les infrastructures d'un pays et la prospérité nationale en se fondant sur les documents disponibles dans chaque pays; ensuite, on a procédé à l'étude et au recensement des similitudes entre les approches adoptées par les propriétaires de nos infrastructures ou notre gouvernement, selon le cas.

Il ne faudrait pas exclure des documents sur ce sujet pour la simple raison qu'ils n'ont pas été rédigés par nos propres ministères. Tout document existant ajoute de la valeur à l'acquisition de cette compréhension commune et devrait être pris en compte. Aux fins du présent exposé, les recherches qui relient explicitement les infrastructures essentielles et la prospérité nationale n'étaient pas toujours évidentes. Par conséquent, nous cherchons à examiner les corrélations sous divers angles, en relevant les liens entre l'investissement dans les infrastructures et la croissance économique et la prospérité, même si peu de documents récents présentent une évaluation quantitative à ce sujet.

## Point de vue stratégique

Le présent exposé commun commence par un examen de la façon dont chaque pays aborde le lien stratégique entre les infrastructures essentielles et la prospérité et l'économie nationales. Les politiques, les doctrines et les directives gouvernementales des membres abordent ce lien de diverses manières, mais elles convergent sur le fait qu'une infrastructure moderne et efficiente est essentielle à la réussite des économies modernes et à la prospérité nationale.

Une infrastructure bien conçue est un facteur essentiel de la prospérité nationale et une condition préalable à l'expansion économique et à la croissance future. Les infrastructures permettent aux pays d'être productifs, de jouir d'une certaine qualité de vie et de connaître une progression économique en

stimulant la croissance, en créant des emplois et en améliorant la productivité, la qualité de vie et l'efficacité. Elles sous-tendent la croissance en procurant les réseaux de soutien sur lesquels nous comptons tous.

L'infrastructure en réseau, comme le transport et les communications, stimulent la production économique parce qu'elles offrent des avantages à d'autres secteurs, notamment une efficacité opérationnelle améliorée, des mécanismes efficaces pour coordonner et gérer les chaînes d'approvisionnement et la livraison des produits. Des réseaux résilients et fiables donnent confiance aux entreprises, ce qui entraîne une hausse des investissements d'affaires, de la croissance et de la création de nouvelles possibilités économiques.

Les investissements dans les infrastructures et la façon dont ces investissements sont gérés peuvent également avoir une incidence importante sur les objectifs économiques des gouvernements. Les nouveaux investissements peuvent apporter une contribution importante à la productivité et au rendement économique si leurs ratios coûts-avantages sont élevés. Les investissements dans les infrastructures sont essentiels au fonctionnement de l'économie et contribuent à l'efficacité opérationnelle, à la connectivité et à la croissance des entreprises, ce qui peut entraîner une amélioration de la confiance à l'égard des infrastructures en place et à venir.

En outre, les investissements dans les infrastructures ont une incidence réelle sur la création d'emplois et sur la durabilité de ces emplois. Selon la dernière estimation du President's Council of Economic Advisers des États-Unis, chaque milliard de dollars US investi dans les routes et les transports en commun fédéraux appuie 13 000 emplois pour un an<sup>1</sup>. Une analyse des données annuelles de 2012 du Bureau of Economic Analysis et des données du Bureau of Labor Statistics (BLS) des États-Unis donne à penser que 68 % des emplois créés grâce à un investissement dans les infrastructures sont dans le secteur de la construction, 10 %, dans le secteur manufacturier, et 6 %, dans le commerce de détail<sup>2</sup>.

Au Canada, dans le cadre du plan Faire progresser l'Ontario lancé en 2014, le gouvernement de l'Ontario estime que des investissements s'élevant au total à plus de 130 milliards de dollars CA sur dix ans dans les infrastructures publiques soutiendront plus de 110 000 emplois<sup>3</sup>. De plus, la Fédération canadienne des municipalités affirme que chaque milliard de dollars CA investi dans les infrastructures se traduit par environ 11 000 emplois<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Federal Highway Administration, U.S. Department of Transportation, « Employment Impacts of Highway Infrastructure Investment », consulté le 9 juin 2015, <http://www.fhwa.dot.gov/policy/otps/pubs/impacts/>.

<sup>2</sup> National Economic Council et President's Council of Economic Advisers, Maison-Blanche, « An Economic Analysis of Transportation Infrastructure Investment », Washington (D.C.), juillet 2014, consulté le 9 juin 2015, [https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/economic\\_analysis\\_of\\_transportation\\_investments.pdf](https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/economic_analysis_of_transportation_investments.pdf).

<sup>3</sup> Gouvernement de l'Ontario, « L'Ontario lance des consultations sur les priorités en matière d'infrastructures — Faire progresser l'Ontario en investissant dans les infrastructures afin de répondre aux besoins régionaux », consulté le 8 juillet 2015, <http://news.ontario.ca/medt/fr/2015/05/ontario-lance-des-consultations-sur-les-priorites-en-matiere-dinfrastructures.html>.

<sup>4</sup> Canada, Chambre des Communes, rapport du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités, *Mise à jour des infrastructures au Canada : un examen des besoins et des investissements*, 2<sup>e</sup> session,

En Australie, dans le cadre de l'initiative de recyclage des actifs (*Asset recycling initiative*), le gouvernement du Commonwealth versera des paiements incitatifs aux États et aux territoires qui vendent des actifs et réinvestissent les produits de la vente pour financer l'aménagement d'infrastructures de calibre mondial partout en Australie. Cette initiative permettra d'obtenir près de 40 milliards de dollars en nouveaux investissements dans les infrastructures de la part des États et des territoires sur une période de cinq ans<sup>5</sup>.

En revanche, un approvisionnement inadéquat en infrastructures ou un service d'infrastructures peu fiables peuvent freiner l'investissement de capitaux productifs ou réduire la production. Une infrastructure sous-développée ou vieillissante peut saper la compétitivité économique d'un pays ou d'une région. Comme l'investissement dans les infrastructures est essentiel à la croissance économique, les États-Unis ont lancé l'initiative d'investissement Build America à l'été 2014. Cette initiative était conçue pour accroître les investissements dans les infrastructures et la croissance économique en mobilisant les administrations locales de partout aux États-Unis ainsi que les investisseurs du secteur privé afin d'encourager la collaboration, d'étendre le marché des partenariats publics-privés (PPP) et d'utiliser davantage les programmes de crédit fédéraux. Les États-Unis reconnaissent que des infrastructures modernes et efficaces — qu'il s'agisse de transporter des marchandises vers nos ports, d'établir des liens entre les gens et les services ou de connecter nos bureaux et nos maisons à Internet — aident les petites entreprises à prendre de l'expansion, les fabricants à exporter et les investisseurs à créer des emplois au pays et réduisent les prix des biens et des services pour les familles américaines<sup>6</sup>.

La Nouvelle-Zélande a effectué des investissements importants dans les infrastructures depuis 2009 afin de réagir aux conséquences d'investissements inégaux au fil des ans, notamment par des investissements de plus de 12 milliards de dollars NZ dans les routes; de 3,2 milliards de dollars NZ dans les voies ferrées; de 2,1 milliards de dollars NZ dans l'accélération de la bande passante; de 5 milliards de dollars NZ dans le renforcement des capacités, l'amélioration du rendement et l'augmentation de la fiabilité du réseau national d'énergie; et de 16,5 milliards de dollars dans la reconstruction de Christchurch à la suite des tremblements de terre. Par ailleurs, en 2012, on a établi un fonds d'investissement pour l'avenir (Future Investment Fund) qui a permis près de 5 milliards de dollars NZ de nouvelles immobilisations, y compris près de 1 milliard de dollars NZ dans les transports, plus de 600 millions de dollars NZ dans l'éducation et près de 700 millions de dollars NZ dans la santé.

L'Australie s'est engagée à verser 29,5 milliards de dollars<sup>7</sup> pour le déploiement d'un réseau à large bande national qui augmentera l'efficacité de l'infrastructure des télécommunications du pays. L'offre d'un réseau rapide et fiable appuiera la croissance économique et sociale future de l'Australie. La

---

<sup>4</sup> 1<sup>e</sup> législature, juin 2015, consulté le 22 juillet 2015,

<http://www.parl.gc.ca/content/hoc/Committee/412/TRAN/Reports/RP8042716/tranrp09/tranrp09-f.pdf>.

<sup>5</sup> [http://www.budget.gov.au/2014-15/content/glossy/infrastructure/html/infrastructure\\_04.htm](http://www.budget.gov.au/2014-15/content/glossy/infrastructure/html/infrastructure_04.htm).

<sup>6</sup> La Maison-Blanche, « FACT SHEET: Building a 21<sup>st</sup> Century Infrastructure: Increasing Public and Private Collaboration with the Build America Investment Initiative », consulté le 9 juin 2015,

<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/07/17/fact-sheet-building-21st-century-infrastructure-increasing-public-and-pr>.

<sup>7</sup> <http://www.nbnco.com.au/content/dam/nbnco2/documents/soe-shareholder-minister-letter.pdf>.

connectivité accrue lui donnera accès à de nouveaux marchés, réduira les coûts et stimulera l'innovation. On estime que cette initiative produira des retombées économiques nettes de l'ordre de 18 milliards de dollars<sup>8</sup> pour l'Australie.

Les gouvernements ont un rôle unique à jouer au chapitre des infrastructures en raison de leur capacité de donner une orientation stratégique grâce à la planification et à la réglementation. L'exercice de ce rôle établit un environnement qui appuiera une planification étendue des infrastructures et des investissements dans ces infrastructures et, par conséquent, la prospérité économique. Les gouvernements peuvent également être des propriétaires et fournisseurs importants, même si leurs investissements, à eux seuls, pourraient ne pas être suffisants, compte tenu des crédits budgétaires disponibles et de l'ampleur des réparations, des mises à niveau et des nouveaux aménagements requis pour maintenir la compétitivité économique. Les gouvernements peuvent songer à favoriser un climat attrayant pour les investissements privés dans les infrastructures afin d'améliorer la qualité, la quantité et la compétitivité des économies ainsi qu'à lever des obstacles à l'investissement privé dans les infrastructures publiques afin d'améliorer l'attrait de ces infrastructures en tant qu'investissement.

L'exhaustivité et l'efficacité des infrastructures sont essentielles pour assurer le fonctionnement efficace de l'économie; il s'agit également d'un facteur important pour ce qui est de déterminer le lieu de l'activité économique et le genre d'activités ou de secteurs qui peuvent être mis en valeur dans un pays. Une infrastructure bien développée réduit l'effet de la distance entre les régions, intègre le marché national et le relie, à faible coût, aux marchés d'autres pays et régions.

## Redondance et menace pour les infrastructures essentielles

Les infrastructures essentielles sont l'épine dorsale de la société moderne et sont indispensables à la prospérité nationale. Des infrastructures résilientes et protégées sont cruciales pour la prospérité économique parce qu'elles sous-tendent non seulement le fonctionnement efficace des entreprises et des services, mais aussi la confiance et la planification à long terme dans une région et, par conséquent, la constance des taux d'investissement. L'assurance de leur résilience et de leur sécurité peut donc servir à la fois d'injection directe dans l'économie régionale ou sectorielle et de catalyseur de croissance économique et de l'investissement. Cependant, en cas de perturbations des services qu'offrent les infrastructures essentielles, comme l'énergie, les transports et les réseaux de communication, des conséquences économiques directes et coûteuses pourraient se faire sentir, comme le coût lié à la réparation de dommages aux structures physiques, de même que des conséquences économiques indirectes, comme la perturbation du fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement mondiale et une augmentation des taux de chômage à court et à long terme.

---

<sup>8</sup> <https://www.communications.gov.au/departmental-news/independent-cost-benefit-analysis-nb>.

Ces perturbations des infrastructures essentielles peuvent avoir une incidence sur la prestation en temps opportun de biens et de services qui sont indispensables aux économies nationales, et cette incidence peut se mesurer par la perte de revenus d'entreprise et de recettes fiscales dans les régions touchées. En outre, une perturbation des infrastructures essentielles peut avoir des retombées régionales et nationales. Lorsque des catastrophes de grande envergure frappent, elles ont des conséquences économiques directes et indirectes mesurables sur une population active perturbée et dispersée, sur les secteurs commercial et manufacturier privés d'électricité, sur les transports, sur les chaînes d'approvisionnement et sur la société dans son ensemble. Par exemple, aux États-Unis, l'ouragan Sandy a causé des dommages et une perte économique s'élevant à 65 milliards de dollars US<sup>9</sup>; et, en Nouvelle-Zélande, les séismes qui ont frappé Canterbury en 2010 et en 2011 ont causé des pertes économiques évaluées à 40 milliards de dollars NZ. En Australie, les inondations de 2011 dans le Queensland ont entraîné des dommages s'élevant à 2,4 milliards de dollars AU et une réduction du PIB de l'ordre de 30 milliards de dollars AU. La persistance ou l'irrévocabilité des dommages et la prolongation des périodes de rétablissement pour les entreprises et les économies ne font qu'augmenter les pertes. Elles mettent en relief l'importance d'améliorer la résilience des infrastructures essentielles au sein des organisations.

Les sociétés modernes dépendent de plus en plus des systèmes d'infrastructures essentielles qui fournissent les services cruciaux pour appuyer la prospérité économique. Toutefois, comme ces systèmes sont de plus en plus interdépendants, il est possible que des défaillances de grande et de petite envergure au départ se transforment en événements aux proportions catastrophiques. Lorsque nos infrastructures essentielles sont affaiblies ou perturbées, nous ressentons l'incidence économique des menaces et des conséquences. Un investissement dans la résilience et dans l'atténuation et l'établissement de systèmes solides et redondants dans l'ensemble de nos pays peuvent réduire au minimum la durée et l'ampleur de ces perturbations.


Lorsque nous investissons des ressources limitées dans les infrastructures, nous devrions tenir compte de la façon dont nous désignons les infrastructures essentielles, pas seulement pour la protection, mais aussi pour la résilience, l'atténuation et le rétablissement, de sorte que les infrastructures puissent absorber une perturbation potentielle ou revenir à un état stable après une perturbation. Si l'on s'attaque à ces enjeux, les investissements peuvent avoir des répercussions prévues et imprévues et se solder par des conséquences positives et négatives. Par exemple, les mesures prises pour obtenir la redondance et la résilience peuvent non seulement atténuer les risques liés aux dépendances et améliorer la protection des infrastructures essentielles, mais elles peuvent également améliorer la prospérité nationale. De plus, ces mesures peuvent modérer les risques et faire en sorte que les conséquences d'incidents naturels et anthropiques soient moins préjudiciables à la croissance économique. Par exemple, la Nouvelle-Zélande est très exposée aux séismes et a fait l'expérience d'un nombre considérable de séismes. Les tremblements de terre de Canterbury qui ont commencé en 2010 ont entraîné plus de 10 000 répliques et la mise en œuvre d'un programme de rétablissement de 40 milliards de dollars NZ. Cependant, l'exploitant du réseau électrique de la région avait investi 6 milliards de dollars NZ sur 10 ans dans une amélioration ciblée de la résilience, ce qui a mené à une

---

<sup>9</sup> Hurricane Sandy Rebuilding Task Force, « Hurricane Sandy Rebuilding Strategy », août 2013, p. 20.



---



réduction de l'ordre de 60 millions de dollars, selon les estimations, des dommages pouvant être causés par les tremblements de terre et à la capacité de rétablir rapidement les services d'électricité, ce qui a atténué les conséquences économiques pour la région.

Les infrastructures essentielles australiennes sont exposées à un vaste éventail de catastrophes naturelles qui limitent souvent la capacité des organisations, à elles seules, d'intervenir et de se rétablir. Par conséquent, le secteur des services d'eau de l'Australie a élaboré des lignes directrices visant à aider le secteur à faciliter le déploiement rapide et à court terme de mesures de soutien en cas de catastrophe ou d'urgence aux sociétés œuvrant dans le domaine de la distribution d'eau à la suite d'une catastrophe. Durant les inondations de 2011 survenues dans le Queensland, on a utilisé ces lignes directrices pour faciliter la prestation d'un vaste éventail de services de soutien aux entreprises d'eau touchées. Ce soutien comprenait du personnel et de l'équipement d'ingénierie et de services à la clientèle ainsi que du soutien après sinistre pour aider les entreprises d'eau touchées à préparer des réclamations d'assurance complexes. Grâce à cette aide, les sociétés œuvrant dans le domaine de la distribution d'eau touchées ont pu rétablir leurs services beaucoup plus rapidement que si elles avaient été laissées à elles-mêmes.

Pour l'économie, la capacité de rétablissement de base est la capacité de ramener les activités économiques et commerciales à un bon état de santé et de tirer parti de nouveaux débouchés économiques qui produisent une collectivité durable et économiquement viable. La rapidité et l'efficacité du retour à l'autosuffisance et au dynamisme d'une collectivité dépendent d'une adaptation rapide aux nouvelles conditions du marché, de la réouverture des entreprises et de l'établissement de nouvelles entreprises. Les gouvernements nationaux pourraient choisir d'envisager l'adoption de méthodes qui peuvent aider les administrations et les organismes locaux à cerner et à comprendre les liens entre les gens, les entreprises, les industries et les organisations sociales; les réseaux; et les répercussions en cascade des perturbations afin de soutenir la vitalité socio-économique d'une collectivité, de favoriser le rétablissement et d'accroître la résilience. Le gouvernement peut également favoriser la confiance à long terme dans un domaine en remettant rapidement en fonction les services de la région touchée, ce qui peut servir de catalyseur pour la revitalisation du secteur privé. Le rétablissement et la remise en état des infrastructures essentielles exigent l'engagement des secteurs public et privé à fournir des fonds limités et pourraient nécessiter le déploiement de personnel et de ressources de l'extérieur de la région touchée.

Les infrastructures essentielles aux pays membres du Groupe Critical 5 ne sont pas géocentriques et peuvent transcender les frontières nationales, ce qui exige la conclusion d'ententes de collaboration transfrontalière, d'aide mutuelle et d'autres ententes collaboratives. La chaîne d'approvisionnement et l'économie mondiales sont des considérations de plus en plus importantes pour les entreprises et les entités gouvernementales en raison de la dépendance des infrastructures essentielles à des matériaux provenant de l'extérieur de leurs propres frontières et de l'incidence de ces infrastructures sur les économies nationales. La dépendance aux ressources et aux matières premières de l'étranger afin de produire les biens et les produits qui stimulent notre économie nationale exige que nous mettions l'accent sur la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La chaîne d'approvisionnement mondiale témoigne continuellement de la coexistence de l'optimisation opérationnelle et de la vulnérabilité opérationnelle. La démonstration la plus récente et la plus dramatique de cette coexistence a été le tremblement de terre et le tsunami tragiques qui ont dévasté le Nord de la région côtière du Japon, en 2011. Tous les pays profitent et dépendent d'un réseau mondial d'infrastructures qui rend possible la prospérité économique de chacun. Les membres doivent collaborer afin de comprendre pleinement les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement et de mettre en œuvre des mesures coordonnées de sécurité et de résilience mondiales.

## Rôle des infrastructures numériques et physiques et marché mondial

De plus en plus, l'infrastructure numérique constitue l'épine dorsale des économies prospères, facilite la circulation mondiale des biens et des services et fait partie intégrante de l'accélération de la croissance économique. De plus, la sécurité économique dépend d'une infrastructure numérique au fonctionnement fiable. Les cyberinfrastructures servent de nombreuses fins, dont la facilitation de la libre circulation de l'information, des biens et des services; la protection de la sécurité et de la confidentialité des données; et le maintien de l'intégrité des réseaux interconnectés.

Les cyberinfrastructures sont essentielles pour veiller à ce que les infrastructures fonctionnent de manière efficace et efficiente, ce qui appuie la prospérité économique nationale. Il s'agit d'un facteur important pour ce qui est de déterminer les lieux de l'activité économique et le genre d'activités qui peuvent prendre de l'expansion dans un pays. Une infrastructure bien développée réduit l'effet de la distance entre les régions, intègre les marchés nationaux et établit des liens avec les marchés d'autres pays. Une infrastructure ayant des liens solides peut soutenir les pays sur des marchés de plus en plus concurrentiels, plus particulièrement en ce qui a trait aux exportations ou pour ce qui est d'attirer les investissements.

Les cyberinfrastructures sont essentielles à la croissance et au maintien des économies nationales. Toutefois, la dépendance économique à l'infrastructure numérique pour prospérer comporte son lot de difficultés et crée de nouvelles possibilités de menaces envers les infrastructures essentielles. Les cybersystèmes ne sont peut-être pas un secteur des infrastructures essentielles, selon la définition de chacun des pays membres du Groupe Critical 5, mais chaque pays utilise ces systèmes, et ils sont étroitement liés aux ressources infrastructurelles. Le caractère intégré et en réseau des infrastructures nationales et internationales, comme les réseaux d'alimentation en électricité, en gaz et en eau, les réseaux de télécommunications, les services aériens, ferroviaires et d'expédition et la mesure dans laquelle la vie quotidienne dépend de leur fonctionnement efficace, a créé de nouveaux points de vulnérabilité potentielle. La quantité et la complexité croissantes des cyberincidents pourraient avoir une incidence sur la compétitivité économique et menacer la capacité du public d'avoir accès aux services de base et d'en jouir. En guise d'exemples, mentionnons l'attaque des réseaux estoniens, en 2007, et les attaques par déni de service à grande échelle de 2009 contre la Corée et les États-Unis. Par conséquent, il faut absolument accroître la sécurité et la résilience des infrastructures essentielles et



maintenir un cyberenvironnement qui favorise l'efficacité, l'innovation et la prospérité économique tout en assurant la sûreté et la sécurité.



## Mise en œuvre et mesures

Les gouvernements pourraient prendre des mesures particulières à la lumière de leur compréhension du lien entre les infrastructures et la prospérité économique afin de favoriser l'obtention de résultats souhaitables. Par exemple, le fait de placer les actifs nationaux de façon stratégique par rapport à des situations économiques régionales pourrait stimuler ou maintenir la prospérité économique et permettre de donner suite à des considérations relatives à la sécurité et à l'approvisionnement. En outre, les gouvernements pourraient utiliser leur connaissance du lien entre l'infrastructure et la prospérité économique comme outil macroéconomique, notamment pour accroître les investissements dans les infrastructures durant les récessions ou les périodes de faible croissance économique afin de stimuler l'économie.

Comme on l'a mentionné précédemment, les mesures prises par les gouvernements peuvent favoriser des investissements plus étendus dans les infrastructures et, par conséquent, la prospérité économique. Les gouvernements peuvent créer et favoriser des efforts visant à atteindre des buts nationaux d'amélioration de la sécurité et de la résilience des infrastructures essentielles nationales en décrivant les mesures que peuvent prendre les partenaires du milieu des infrastructures essentielles. Ces mesures peuvent servir à orienter les efforts collaboratifs des intervenants du milieu des infrastructures essentielles afin que l'on puisse promouvoir des résultats liés à la sécurité et à la résilience. Par exemple, les États-Unis ont lancé l'initiative d'investissement Build America en juillet 2014. Le but de l'initiative est de permettre aux agences fédérales américaines de trouver de nouvelles façons d'accroître les investissements dans les ports, les routes, les ponts, les réseaux à large bande, les systèmes d'eau potable et d'égout et d'autres projets en facilitant l'établissement de partenariats entre le gouvernement fédéral, les gouvernements d'État, les administrations locales et les investisseurs du secteur privé. Grâce à des partenariats publics-privés et à des installations dans les infrastructures, les États-Unis sont déterminés à créer des emplois, à offrir des services essentiels aux consommateurs et aux entreprises et à protéger la santé publique et l'environnement.

En 2014, le gouvernement du Canada s'est engagé à investir 80 milliards de dollars CA dans les infrastructures publiques sur une période de dix ans. Cet investissement comprend le Nouveau Plan Chantiers Canada de 53 milliards de dollars CA pour les infrastructures provinciales, territoriales et municipales. Le Nouveau Plan Chantiers Canada est le plus vaste et le plus long plan fédéral d'infrastructure de l'histoire de notre pays et il met l'accent sur les projets qui stimulent la croissance économique, la création d'emplois et la productivité<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Infrastructure Canada, Nouveau Plan Chantiers Canada : Le plus vaste et le plus long plan fédéral d'infrastructure de l'histoire canadienne, consulté le 8 juillet 2015, <http://www.infrastructure.gc.ca/plan/nbcp-npcc-fra.html>.

Le gouvernement canadien a également investi environ 14,5 milliards de dollars CA durant la phase de stimulation de son Plan d'action économique afin de moderniser un vaste éventail d'infrastructures, y compris à l'égard des routes, des ponts, du transport en commun, des parcs et des installations de traitement des eaux, et afin d'appuyer l'accès à la propriété, d'aider à stimuler le secteur de l'habitation et d'améliorer le logement partout au Canada. Grâce au Programme d'infrastructure du savoir du Canada, près de 2 milliards de dollars CA ont été dépensés pour la réparation, l'entretien et la construction d'installations universitaires et collégiales.

Dans la nouvelle stratégie relative à la résilience des infrastructures essentielles (Critical Infrastructure Resilience Strategy) de l'Australie, lancée en 2015, le lien entre les infrastructures essentielles et l'économie est désigné comme un principe sous-jacent clé. En mai 2014, le gouvernement australien s'est également engagé à verser une somme supplémentaire de 11,6 milliards de dollars AU dans le cadre de sa stratégie d'action économique (Economic Action Strategy) afin d'établir un programme de croissance des infrastructures qui accélérera les investissements dans les infrastructures essentielles partout au pays. Ce financement additionnel s'ajoute à l'engagement actuel du gouvernement australien à verser plus de 50 milliards de dollars AU d'ici 2019-2020 afin de financer les infrastructures clés, comme les routes, les chemins de fer et les projets intermodaux.

En Nouvelle-Zélande, le gouvernement reconnaît l'importance de la résilience des infrastructures comme un élément crucial de la croissance économique et a établi un plan d'action contrôlé au titre de la section « Building Infrastructure » (renforcer l'infrastructure) du programme de croissance des affaires (Business Growth Agenda) pour s'assurer que les infrastructures du pays sont résilientes et coordonnées et qu'elles contribuent à la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de vie. La Nouvelle-Zélande a également mis sur pied une unité nationale des infrastructures chargée de coordonner l'ensemble des secteurs des infrastructures, de formuler le plan d'infrastructure national du pays et de surveiller les progrès à cet égard.

Les gouvernements doivent promouvoir un climat attrayant pour les investissements privés dans les infrastructures afin d'améliorer la qualité, la quantité et la compétitivité des économies. Il faut que les gouvernements lèvent les obstacles aux investissements privés dans les infrastructures publiques et qu'ils améliorent l'attrait des infrastructures publiques en tant qu'investissement. Ils peuvent y parvenir par divers moyens, comme des mécanismes de financement, la réglementation ou d'autres moyens. De plus, certains gouvernements pourraient chercher à encourager les entreprises étrangères et intérieures et l'investissement dans les infrastructures essentielles.

## Conclusion

Des infrastructures modernes et efficaces sont essentielles à la réussite des économies modernes et à la prospérité des pays. Elles servent à la fois d'injection directe dans une économie et de catalyseur indirect. Comme nos économies cherchent à croître et à maintenir leur croissance, nous devons nous attaquer aux enjeux du vieillissement et de l'insuffisance des infrastructures, des exigences changeantes et des cybermenaces croissantes et collaborer afin de comprendre pleinement les vulnérabilités et de

---

mettre en œuvre des mesures coordonnées de sécurité et de résilience. L'analyse des dépendances et des interdépendances aux échelles nationale et régionale peut servir à éclairer la planification et à faciliter l'établissement des priorités au chapitre des ressources afin d'assurer la continuité et la fiabilité des services essentiels et d'atténuer les répercussions en cascade des incidents qui se produisent afin d'appuyer la stabilité et l'assurance dans l'exploitation des entreprises et dans la prestation de services et, par conséquent, la prospérité économique.

